



PRÉFET DE LA LOIRE



ARRETE N° 310 /DDPP/2019
portant mise en demeure

Le préfet de la Loire

VU le code de l'environnement et notamment l'article 171-8, ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2004/0578 du 28 juillet 2005 modifié, réglementant les activités exercées par la société THERMAL CERAMICS pour son établissement situé sur le territoire de la commune de Saint-Marcellin-en-Forez, ZI Les Plantées ;

VU l'arrêté de prescriptions complémentaires n°287/DDPP/2016 du 8 juillet 2016 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 5 juillet 2019, suite à une visite d'inspection du 17 mai 2019, constatant le non respect de certaines prescriptions de l'arrêté de prescriptions complémentaires n°287/DDPP/2016 du 8 juillet 2016 susvisé ;

CONSIDÉRANT les non conformités relevées des émissions dans l'air vis à vis des valeurs limites du BREF Verrerie et du retard des engagements pris par l'exploitant lors de la visite d'inspection du 4 juin 2018 ;

CONSIDÉRANT le retard de l'exploitant dans la mise en conformité des hauteurs de cheminées, l'absence d'analyse selon la fréquence annuelle sur un silo et l'absence de consignes d'exploitation permettant de définir la maintenance préventive des systèmes de filtration ;

CONSIDÉRANT qu'au vu de ces éléments, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 susvisé en mettant en demeure la société de régulariser cette situation et de prendre les mesures nécessaires pour garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Loire,

ARRETE

ARTICLE 1er : La société THERMAL CERAMICS est mise en demeure, pour l'installation qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Saint-Marcellin-en-Forez, ZI Les Plantées, de respecter :

- sous un délai de 3 mois, l'article 3.1.1 de l'arrêté de prescriptions complémentaires du 8 juillet 2016 susvisé, concernant la mise en place des consignes d'exploitation définissant les actions de maintenance préventive sur les systèmes de filtration
- sous un délai de 6 mois, l'article 3.2.3 de l'arrêté de prescriptions complémentaires du 8 juillet 2016 susvisé, concernant le respect des valeurs limites de rejets en poussière
- sous un délai de 1 an, l'article 3.2.2 de l'arrêté de prescriptions complémentaires du 8 juillet 2016 susvisé, concernant le respect des hauteurs de cheminées pour les points de rejets 7, 9 et 14

ARTICLE 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement susvisé.

ARTICLE 3 : En application des dispositions de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Ce recours contentieux peut être déposé par écrit auprès de la juridiction ou au moyen de l'application www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux. Ce recours prolonge de 2 mois les délais mentionnés ci-dessus.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture de la Loire, le directeur départemental de la protection des populations, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées et le maire de Saint-Marcellin-en-Forez sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Pierre-le-Moignon, le 11 SEP. 2019

et par délégation

Le Secrétaire Général

Thomas MICHAUD

copie adressée à :

- Société THERMAL CERAMICS
BP 4 Z.I. Les Plantées
42680 SAINT-MARCELLIN-EN-FOREZ
- Mairie de Saint-Marcellin-en-Forez
- Inspection des installations classées, DREAL UID 42/43
- Archives
- Chrono
- Sous-Préfecture de Montbrison